

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/DSB/M/35

18 juillet 1997

(97-3049)

Organe de règlement des différends
25 juin 1997

COMPTE RENDU DE LA REUNION

tenue au Centre William Rappard le 25 juin 1997

Président: M. Wade Armstrong (Nouvelle-Zélande)

<u>Sommaire</u>	<u>Page</u>
1. Surveillance de la mise en oeuvre des recommandations adoptées par l'ORD	
- Etats-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules: Rapport de situation présenté par les Etats-Unis	1
2. Communautés européennes - Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles	
- Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil . . .	4
3. Indonésie - Certaines mesures affectant l'industrie automobile	
- Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Etats-Unis	6
4. Mandats des membres de l'Organe d'appel (article 17:2 du Mémoire d'accord)	
- Déclaration du Président	6
5. Liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux	
- Désignations proposées	7
1. <u>Surveillance de la mise en oeuvre des recommandations adoptées par l'ORD</u>	
- <u>Etats-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules: Rapport de situation présenté par les Etats-Unis (WT/DS2/10/Add.5)</u>	

Le Président a rappelé que ce point figurait à l'ordre du jour conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, qui disposait que: "A moins que l'ORD n'en décide autrement, la question de la mise en oeuvre des recommandations ou décisions sera inscrite à l'ordre du jour de la réunion de l'ORD après une période de six mois suivant la date à laquelle le délai raisonnable prévu au paragraphe 3 aura été fixée et restera inscrite à l'ordre du jour des réunions de l'ORD jusqu'à ce qu'elle soit résolue." Il a ensuite appelé l'attention sur le document WT/DS2/10/Add.5 contenant un nouveau rapport de situation présenté par les Etats-Unis sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre des recommandations de l'ORD concernant cette question.

Le représentant des Etats-Unis a dit que, comme le prévoyait l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, son pays avait présenté son sixième rapport sur la mise en

oeuvre des recommandations de l'ORD. A la réunion de l'ORD du 23 mai 1997, les Etats-Unis avaient déclaré que, le 29 avril 1997, l'Administrateur de l'Agence pour la protection de l'environnement des Etats-Unis (l'EPA) avait publié, pour observations, le projet de réglementation. Conformément aux procédures réglementaires normales des Etats-Unis, l'EPA avait invité toutes les parties intéressées à formuler des observations sur le texte de son projet. La période prévue pour la présentation des observations s'était achevée le 19 juin 1997. L'EPA avait reçu des observations provenant d'un vaste éventail de parties intéressées. Ces observations pouvaient toutes être consultées par le public auprès de l'EPA et seraient prises en considération avant la finalisation de la réglementation sur l'essence.

Le représentant du Venezuela a remercié les Etats-Unis pour les informations qu'ils venaient de fournir et a dit que, comme ils l'avaient annoncé à la réunion de l'ORD du 23 mai 1997, son gouvernement et les représentants de l'entreprise d'Etat *Petróleos de Venezuela SA* avaient déjà présenté leurs observations sur le projet de révision de la réglementation concernant l'essence. Le 3 juin 1997, le Ministre de l'industrie et du commerce du Venezuela avait envoyé au Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales une communication exposant les préoccupations de son pays quant à un certain nombre de dispositions figurant dans les amendements proposés relatifs à l'essence ancienne formule lesquels, s'ils étaient inclus dans la réglementation révisée concernant l'essence, iraient à l'encontre des recommandations de l'ORD et se traduiraient une fois encore par un traitement discriminatoire à l'égard de l'essence importée.

Le Venezuela était particulièrement préoccupé par les dispositions en vertu desquelles les raffineurs étrangers pourraient être soumis à la juridiction civile et pénale des Etats-Unis. D'après la proposition de l'EPA, tout raffineur étranger souhaitant utiliser son propre niveau de base devrait renoncer à ses droits en matière d'immunité souveraine. S'agissant de questions de souveraineté, le Venezuela ne permettait à aucun pays d'imposer ses lois nationales à des personnes ou à des entités commerciales pour des activités menées par ces dernières sur le territoire du Venezuela. Son gouvernement avait indiqué à de nombreuses reprises qu'il existait des solutions de remplacement viables qui permettraient aux Etats-Unis de faire en sorte que leurs objectifs en la matière soient atteints d'une manière compatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Les Etats-Unis pourraient, par exemple, rendre l'importateur responsable de toute violation de la réglementation concernant l'essence, tout en permettant aux raffineurs étrangers d'utiliser leurs propres niveaux de base, à l'instar des raffineurs américains. De nombreux précédents existaient dans d'autres secteurs où l'importateur était juridiquement responsable de la qualité des biens produits à l'extérieur des Etats-Unis.

Le gouvernement de l'intervenant était d'avis que les amendements proposés qui prévoyaient des exigences inutilement complexes et strictes devant être appliquées exclusivement à l'essence en provenance de raffineries étrangères entraîneraient une diminution notable des importations d'essence sur le marché des Etats-Unis. Du point de vue de l'environnement, il fallait également garder à l'esprit que les quantités maximales d'essence régies par ces amendements seraient singulièrement minimales comparées à une consommation quotidienne d'environ 8,5 millions de barils aux Etats-Unis. Le Venezuela, un des principaux fournisseurs d'essence ancienne formule aux Etats-Unis, exportait quelque 60 000 barils par jour. De ce fait, la part minimale d'essence ancienne formule importée dans la consommation nationale totale justifiait encore moins le traitement moins favorable prévu dans la proposition d'amendement pour l'essence importée par rapport à l'essence produite aux Etats-Unis. L'intervenant a rappelé que le Venezuela ne contestait pas le droit des Etats-Unis d'établir leurs propres normes en matière d'environnement pour l'essence qu'ils consommaient. Bien au contraire, il coopérerait avec les Etats-Unis, comme il l'avait fait par le passé, afin de continuer à améliorer la qualité de son essence. Le Venezuela espérait que ces normes seraient appliquées de manière non discriminatoire et que l'EPA tiendrait dûment compte de ces observations et d'autres semblables qui lui avaient été transmises par ses partenaires commerciaux et qu'elle les incorporerait dans sa réglementation définitive devant entrer en vigueur en septembre prochain.

Le représentant des Communautés européennes a posé les questions suivantes: i) comment les Etats-Unis procéderaient-ils pour concilier les recommandations de l'ORD et la proposition de réglementation concernant l'essence qui prévoyait que seule l'essence importée - et non l'essence nationale - serait soumise à des critères de qualité et à un mécanisme de contrôle et qu'il serait possible d'augmenter le niveau de base réglementaire, alors que la qualité de l'essence ancienne formule nationale pouvait se détériorer? ii) comment les Etats-Unis justifieraient-ils le fait que certaines exigences en matière de surveillance ne s'appliquaient qu'aux importations et non aux produits nationaux? Les Communautés souhaiteraient que les autorités des Etats-Unis répondent à ces questions. Elles étaient d'avis que, pour que les recommandations de l'ORD soient mises en oeuvre correctement, le même traitement devrait être accordé aux produits similaires importés et nationaux à moins que des différences ne puissent être justifiées par des considérations environnementales identifiées de manière précise.

Le représentant du Brésil a salué les efforts déployés par les Etats-Unis pour mettre leur législation en conformité avec les recommandations du Groupe spécial qui avaient été confirmées par l'Organe d'appel. Il a rappelé que le délai pour la mise en oeuvre des recommandations de l'ORD était, dans ce cas précis, le 20 août 1997, et qu'avant cette date une seule réunion ordinaire de l'ORD était prévue. Bien que le Brésil se soit dit inquiet de ce que ces recommandations pourraient ne pas être mises en oeuvre dans les délais impartis, il avait accepté les nouvelles assurances fournies par les Etats-Unis à cet égard. Le Brésil avait un certain nombre de questions relatives au projet de révision de la réglementation concernant l'essence de l'EPA. Ces amendements, qui devraient éliminer le traitement moins favorable appliqué aux raffineurs étrangers en leur permettant d'obtenir des niveaux de base individuels pour leur essence, contenaient néanmoins des éléments qui pourraient entraîner une discrimination à l'égard des raffineurs étrangers. A ce sujet, le producteur d'essence brésilien avait déjà fait part de ses principales préoccupations d'ordre technique aux autorités des Etats-Unis. Cependant, de l'avis du Brésil, deux aspects de la proposition revêtaient un intérêt systémique et devraient être portés à l'attention de l'ORD.

Un de ces aspects était lié à la proposition visant à imposer aux exportateurs d'essence une condition contraignante, coûteuse et restrictive pour les échanges, à savoir le dépôt de cautions. Cette condition avait pour but de dégager des fonds qui garantiraient le paiement des amendes ou pénalités imposées aux raffineurs étrangers dans le cas où ils violeraient la réglementation de l'EPA. Le Brésil a estimé que cette proposition soulevait de sérieuses questions au regard du GATT de 1994, y compris des articles II et III dudit accord. Si les exportateurs devaient être tenus de déposer des cautions afin de s'assurer que les pénalités en cas de violation future de la loi seraient payées, les échanges s'en verraient sérieusement affectés, étant donné que ce paiement érigeait un obstacle au commerce qui, de l'avis du Brésil, équivalait à un droit de douane.

Le Brésil s'inquiétait encore davantage du second aspect de la proposition, à savoir que les raffineurs étrangers d'Etat ou gérés par l'Etat devraient renoncer à leurs droits à l'immunité souveraine en cas de poursuites civiles et pénales aux Etats-Unis pour violation de la Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique et du Titre 18 du Code des Etats-Unis. Le droit à l'immunité souveraine était fondamental en droit public international, et en tant que tel, sa portée s'étendait bien au-delà de cette affaire. Aucun Membre ne pouvait imposer une renonciation à des droits relevant du droit international comme condition pour bénéficier du traitement national ou de tout autre avantage dans le cadre de l'OMC. Ces questions avaient été signalées à l'EPA par l'exportateur brésilien, et son pays espérait que l'EPA réexaminerait ces propositions, qui avaient de sérieuses implications pour l'OMC.

Le représentant des Etats-Unis a noté que les observations formulées au cours de la présente réunion, en particulier celles du Brésil et du Venezuela, avaient déjà été communiquées à l'EPA. Il a redit que la période prévue pour la présentation des observations s'était achevée le 19 juin et que l'EPA était à présent en train d'examiner ces observations. Il a assuré les délégations que toutes les observations qui avaient été reçues seraient prises en compte. Il a également redit que les Etats-Unis

prenaient très au sérieux leurs engagements quant à la mise en oeuvre, dans les délais prévus, de leurs obligations dans le cadre de cette affaire et qu'ils étaient sur la bonne voie pour respecter leurs engagements.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa prochaine réunion ordinaire.

2. Communautés européennes - Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles
 - Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Brésil (WT/DS69/2)

Le Président a appelé l'attention sur la communication du Brésil reproduite sous la cote WT/DS69/2.

Le représentant du Brésil a dit que, bien que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par son pays et contenue dans le document WT/DS69/2 soit suffisamment claire, il souhaitait formuler certaines observations sur la question. En juillet 1992, dans le cadre des négociations au titre de l'article XXVIII:4 sur la modification des concessions accordées par les Communautés européennes concernant certains oléagineux et tourteaux d'oléagineux inclus dans leur liste, le Brésil avait informé les Communautés de son intérêt comme principal fournisseur de tourteaux de soja, de son intérêt substantiel pour ce qui concernait les graines de soja et de son intérêt en tant qu'exportateur de tourteaux de tournesol. Les négociations au titre de l'article XXVIII:4 avaient été un pis-aller offert aux Communautés par le Groupe spécial des oléagineux reconvoqué¹ et avaient été autorisées par le Conseil du GATT le 19 juin 1992.²

Au cours des négociations bilatérales au titre de l'article XXVIII:4 achevées en juillet 1993, le Brésil avait fait preuve de souplesse et avait non seulement accepté les changements proposés par les Communautés concernant son secteur oléagineux, mais avait également accepté un ensemble de compensations pour d'autres produits agricoles. Ces mesures, qui avaient été proposées par les Communautés au début des négociations et qui n'avaient fait l'objet de modifications limitées que l'année suivante, avaient été acceptées étant entendu que les éléments spécifiques des compensations offertes, telles que des concessions sur la volaille, bénéficieraient au Brésil. Son pays était par conséquent surpris que, lors de la mise en oeuvre de la partie de l'accord relative à la viande de volaille, la compensation convenue ait été réduite. L'attribution au Brésil de moins de la moitié du contingent pour les morceaux de poulet dérogeait clairement à l'accord bilatéral. L'objectif de ce contingent était de compenser le Brésil pour les pertes subies dans le secteur des oléagineux et non pas de refléter des parts de marché présumées sur le marché des morceaux de poulet des Communautés. Après tout, cette compensation avait été liée aux changements dans les conditions d'accès au marché pour les oléagineux et non aux exportations de poulet. Le Brésil pouvait prétendre à un accord qui garantirait des avantages supérieurs à la part effective qu'il détenait sur le marché des morceaux de poulet. En outre, l'attribution d'une partie du contingent brésilien à des pays qui n'avaient pas participé aux négociations au titre de l'article XXVIII:4 en tant que parties intéressées, ou à d'autres pays, y compris des pays non membres de l'OMC, ne pouvait être considérée comme une compensation pour le Brésil.

Le Brésil a soutenu que la mise en application du contingent tarifaire pour la viande de volaille prévue dans l'accord bilatéral n'avait pas permis de maintenir "... un niveau général de concessions

¹Suite donnée au rapport du Groupe spécial "Communauté économique européenne - Primes et subventions versées aux transformateurs et aux producteurs d'oléagineux et de protéines apparentées destinées à l'alimentation des animaux" (DS28/R).

²C/M/257.

récioproques et mutuellement avantageuses non moins favorable pour le commerce que celui qui résultait ... d'[avant les négociations]" tel qu'il était défini à l'article XXVIII. L'ajustement compensatoire pour certains produits ne s'était pas concrétisé du fait de l'attribution et de l'administration du contingent. Depuis 1994, date à laquelle les Communautés avaient commencé à mettre en oeuvre l'*Accord sous forme de procès-verbal convenu sur certains oléagineux entre le Brésil et les Communautés au titre de l'article XXVIII du GATT*, son gouvernement avait indiqué aux Communautés comment il interprétait les termes de l'accord et comment il pensait qu'il devrait être dûment mis en oeuvre.

Outre les nombreuses observations orales faites par le Brésil sur la question, sa position était également reflétée dans une série de lettres envoyées en mars, avril et mai 1994, de même qu'en avril 1995 et en mai et juillet 1996. L'absence continue de réponse de la part des Communautés - elles n'avaient jusqu'à présent répondu à aucune de ces lettres - et le fait qu'elles n'aient pas donné suite aux propositions avancées au cours des consultations bilatérales, avaient conduit le Brésil à demander des consultations au titre de l'article XXIII du GATT de 1994, et à invoquer ses droits dans le cadre du mécanisme de règlement des différends. Lorsqu'il avait présenté cette demande, et au cours des deux séries de consultations tenues avec les Communautés, le Brésil avait voulu une fois encore essayer de trouver une solution mutuellement convenue à ce problème conformément à l'esprit de l'article 3:7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Bien que les consultations n'aient pas permis de régler ce différend, elles avaient fourni des informations sur la possibilité que les problèmes liés aux exportations brésiliennes de viande de volaille ne se limitent pas uniquement aux échanges dans le cadre du contingent. Le manque de transparence de l'administration des CE concernant une part réduite du contingent tarifaire attribué au Brésil avait également eu une incidence sur les échanges hors contingent. Son pays n'était pas en mesure de savoir si ses exportations passibles de droits, qui avaient fait l'objet d'une clause de sauvegarde spéciale au titre des articles 4 et 5 de l'Accord sur l'agriculture, bénéficiaient des possibilités d'accès au marché convenues au cours des négociations du Cycle d'Uruguay.

Afin que la position de son pays soit claire, l'intervenant a dit que la plainte du Brésil pouvait se résumer en deux mots, à savoir, compensation et transparence. La compensation était un pis-aller à défaut du respect des règles multilatérales. Ce principe du GATT se retrouvait dans l'article 22 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Il fallait, par conséquent, respecter strictement les accords de compensation dans la mesure où ils se substituent au respect des règles. La transparence, un des piliers du système commercial multilatéral, n'exigeait pas davantage d'explications. Le Brésil voulait obtenir une compensation totale pour la viande de poulet, qui avait été convenue au cours des négociations au titre de l'article XXVIII:4. Il voulait également que les Communautés administrent le contingent tarifaire de manière transparente. Cela permettrait au Brésil d'identifier les ventes effectuées dans le cadre du contingent et hors contingent, et garantirait le respect de ses droits dans le cadre de l'OMC.

Au cours des consultations, les Communautés avaient soutenu que ce différend ne portait que sur l'interprétation de ce qui avait été convenu. De l'avis du Brésil, l'interprétation des Communautés avait annulé ou compromis les droits du Brésil au titre de l'Accord sur l'OMC. Son pays demandait par conséquent l'établissement d'un groupe spécial pour examiner la question. Il a rappelé la déclaration suivante faite par le Brésil le 19 juin 1992 lorsque le Conseil du GATT avait décidé d'autoriser les Communautés à conduire les négociations au titre de l'article XXVIII:4: "Le Brésil déplorait également que la Communauté ait choisi la seconde des deux options suggérées par les membres du groupe spécial reconvoqués, qui entraînerait une procédure longue et compliquée dont nul ne pouvait prévoir l'issue."³

³C/M/257, page 15.

Avec le recul du temps, il a estimé qu'il s'agissait là d'une remarque très pertinente étant donné les problèmes auxquels était actuellement confronté le Brésil.

Le représentant des Communautés européennes a remercié le Brésil pour l'exposé détaillé de sa position, dont sa délégation avait pris bonne note. C'était la première fois que cette demande d'établissement d'un groupe spécial figurait à l'ordre du jour de l'ORD. Comme cela avait été souligné dans la déclaration, les Communautés avaient tenu des consultations avec le Brésil sur cette importante question. Ses autorités ont estimé que certains éléments de l'argumentation et de la position du Brésil exigeaient un complément d'examen. Par conséquent, les Communautés ne pouvaient accéder à la demande d'établissement d'un groupe spécial à la présente réunion.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur la question.

3. Indonésie - Certaines mesures affectant l'industrie automobile
- Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Etats-Unis (WT/DS59/6)

Le Président a appelé l'attention sur la communication des Etats-Unis reproduite sous la cote WT/DS59/6.

Le représentant des Etats-Unis a dit que, pendant près d'un an, son gouvernement avait tenu des consultations avec l'Indonésie sur ses politiques dans le secteur automobile. Les Etats-Unis étaient très préoccupés par cette question et espéraient que tous les Membres adhèreraient aux règles de l'OMC au moment de l'élaboration de leurs politiques dans le secteur automobile. Au cours des deux dernières semaines, son pays avait engagé d'intenses discussions avec l'Indonésie sur la question. Ces discussions, bien que positives, n'avaient pas abouti à une solution mutuellement satisfaisante. C'était la raison pour laquelle les Etats-Unis demandaient l'établissement d'un groupe spécial pour examiner leurs plaintes concernant les politiques de l'Indonésie dans le secteur automobile. Les Etats-Unis entendaient néanmoins poursuivre ce dialogue constructif avec l'Indonésie et espéraient arriver à une solution mutuellement satisfaisante dans un avenir proche.

La représentante de l'Indonésie a dit que son gouvernement appréciait l'attitude constructive des Etats-Unis et les efforts déployés par eux pour parvenir à une solution mutuellement acceptable aux problèmes concernant la politique de l'Indonésie dans le secteur automobile. L'Indonésie n'ignorait pas que les Etats-Unis souhaitaient se joindre au groupe spécial récemment établi à la demande des Communautés européennes et du Japon.⁴ Elle a toutefois estimé qu'il était préférable de poursuivre les efforts pour voir si cette question pouvait être réglée. Par conséquent, l'Indonésie ne pourrait appuyer l'établissement d'un groupe spécial à la présente réunion.

L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur la question.

4. Mandats des membres de l'Organe d'appel (article 17:2 du Mémoire d'accord)
- Déclaration du Président

Le Président a dit qu'à la suite des consultations informelles approfondies qu'il avait eues ces dernières semaines avec les Membres sur la question de l'expiration du mandat de trois des sept membres de l'Organe d'appel en décembre 1997, il souhaitait proposer une formule qui permettrait de réaliser les objectifs indiqués par les Membres. Au cours de ces consultations, les Membres avaient fait savoir qu'ils acceptaient que les trois membres de l'Organe d'appel devant être tirés au sort, conformément aux dispositions de l'article 17:2 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le

⁴12 juin 1997, WT/DSB/M/34.

règlement des différends, restent en fonction pour un dernier mandat de quatre ans. Cette décision n'avait aucune incidence sur l'intégrité du Mémoire d'accord. D'autre part, elle ne créait pas de précédent du point de vue des dispositions que l'Organe de règlement des différends pourrait prendre à l'avenir lorsque le mandat des autres membres de l'Organe d'appel arriverait à expiration.

Sur la base de ces points convenus, il a proposé que l'ORD engage dès la présente réunion le processus qu'il allait exposer, afin de renouveler, dans les formes, le mandat des trois membres de l'Organe d'appel qui devraient être remplacés cette année. Après cette déclaration, il suspendrait la réunion en cours afin de procéder au tirage au sort prévu par l'article 17:2 du Mémoire d'accord, pour déterminer quels seraient les trois membres de l'Organe d'appel qui auraient un mandat initial de deux ans. Conformément aux articles 2 et 17:2 du Mémoire d'accord, qui habilitaient l'ORD à administrer cet instrument et à désigner les personnes qui siègeraient à l'Organe d'appel ou à renouveler leur mandat, et en vertu de la décision de l'ORD concernant "l'établissement de l'Organe d'appel" (WT/DSB/1 du 19 juin 1995), il a estimé que c'était lui, en sa qualité de Président de l'ORD, qui devait procéder au tirage au sort en présence des Présidents du Conseil général, du Conseil du commerce des marchandises, du Conseil du commerce des services et du Conseil des ADPIC ainsi que du Directeur général, s'ils étaient disponibles. Il avait l'intention de reprendre la réunion immédiatement après le tirage au sort et de communiquer aux personnes présentes les noms des membres de l'Organe d'appel ainsi désignés qui auraient un mandat initial de deux ans. Enfin, il a proposé que l'ORD prenne au cours de la présente réunion la décision de renouveler, à compter du 11 décembre 1997 et pour une dernière période de quatre ans, le mandat des trois membres de l'Organe d'appel tirés au sort conformément aux dispositions de l'article 17:2 du Mémoire d'accord. Etant entendu que l'ORD prendrait une décision sur cette question au cours de la présente réunion, il a proposé que l'ORD adopte le processus exposé par lui afin de renouveler, dans les formes, le mandat des trois membres de l'Organe d'appel qui devraient être remplacés cette année.

L'ORD a accepté la proposition du Président.

A la reprise de la réunion, le Président a dit qu'en présence de M. Celso Lafer, Président du Conseil général, et de Mme Carmen Luz Guarda, Présidente du Conseil des ADPIC, il avait procédé au tirage au sort conformément à l'article 17:2 du Mémoire d'accord afin de déterminer quels seraient les trois membres de l'Organe d'appel qui auraient un mandat initial de deux ans arrivant à expiration cette année. Les noms des trois membres de l'Organe d'appel tirés au sort étaient les suivants: M. Claus-Dieter Ehlermann, M. Florentino P. Feliciano et M. Julio Lacarte-Muró. Il a proposé de suivre la formule convenue plus tôt et de renouveler le mandat des trois membres de l'Organe d'appel susmentionnés conformément à l'article 17:2 du Mémoire d'accord, pour une dernière période de quatre ans à compter du 11 décembre 1997.

L'ORD en est ainsi convenu.

5. Liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux - Désignations proposées (WT/DSB/W/56)

Le Président a appelé l'attention sur le document WT/DSB/W/56, qui contenait la liste des noms qu'il avait été proposé d'ajouter à la liste indicative conformément à l'article 8:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends. Il a proposé que l'ORD approuve les noms contenus dans ce document.

L'ORD en est ainsi convenu.

Le Président a déclaré qu'à la réunion de l'ORD du 22 janvier 1997, le Président sortant de l'ORD avait rappelé que, conformément à la proposition concernant l'administration de la liste indicative

des personnes appelées à faire partie de groupes spéciaux, approuvée par l'ORD le 31 mai (WT/DSB/5), la liste devait être entièrement mise à jour tous les deux ans. A cet effet, les Membres étaient tenus, au cours du premier mois de chaque période de deux ans, de communiquer les *curriculum vitae* mis à jour des personnes dont le nom figurait sur la liste indicative. Etant donné que la liste indicative actuelle avait été constituée le 27 septembre 1995, le Secrétariat distribuerait une liste mise à jour en septembre 1997. Le Président a rappelé aux délégations la nécessité de communiquer les *curriculum vitae* de toutes les personnes figurant sur la liste afin de maintenir sa crédibilité. Il a souligné que cette nouvelle liste indicative mise à jour ne contiendrait que les noms des personnes dont les *curriculum vitae* mis à jour auraient été reçus. Les noms qui n'auraient pas été reconfirmés ne figureraient pas sur la liste indicative qui serait distribuée en septembre. Il a donc souligné combien il était important de communiquer ces *curriculum vitae* mis à jour.

En outre, le Président a informé les Membres que le Secrétariat avait pris les dispositions nécessaires pour que les *curriculum vitae* des personnes appelées à faire partie de groupes spéciaux figurant sur la liste indicative soient disponibles au moyen du Mécanisme de diffusion des documents. Ces renseignements seraient accessibles aux Membres uniquement et comprendraient non seulement un *curriculum vitae* succinct des personnes appelées à faire partie de groupes spéciaux, comme on l'avait prévu à l'origine, mais également leur *curriculum vitae* complet. On espérait que ces dispositions faciliteraient la consultation des *curriculum vitae* des membres des groupes spéciaux. Le Secrétariat distribuerait sous peu une note expliquant ces dispositions.⁵

L'ORD a pris note de la déclaration.

⁵Distribuée par la suite sous la cote WT/DSB/W/58.